

Les problèmes stratégiques de l'Occident

par S. Exc. M. Raymond BOUSQUET,

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France à Bruxelles.

★

Qu'est-ce, d'abord, que la stratégie, au sens actuel de ce mot ?

Il y a aujourd'hui complète interférence entre les problèmes militaires et psychologiques, la technologie et l'économie. Il n'est plus désormais de distinction entre domaine civil et militaire, entre paix et guerre. Lénine a fait sienne la formule de Clausewitz : « La guerre est la continuation de la politique avec l'intervention d'autres moyens ». En 1929, comme en 1957, deux citoyens soviétiques, Chapochnikov et Tchepilov, nous ont avertis que si la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, la paix n'est aussi que la continuation du combat par des voies différentes.

La stratégie, c'est maintenant l'ensemble des forces morales, économiques, militaires d'un groupe de pays, donc, pour nous, de l'Alliance des pays de l'Occident.

**

Je rappellerai rapidement l'évolution de la stratégie militaire de 1914 à 1960, avant, puis après la création de l'O.T.A.N.

Je montrerai que l'existence de cette Organisation, puis la politique de dissuasion provoquant, chez l'adversaire, la crainte de risques à prendre, sans commune mesure avec l'objectif de conquête poursuivi, ont transformé la stratégie soviétique. Celle-ci, orientée de 1945 à 1950 vers un affrontement direct de l'Europe, est, devant l'échec de cet affrontement, désormais, au service d'une vaste manœuvre d'encerclement, par l'Afrique et l'Asie, de notre continent et de l'Amérique du Nord. Cette manœuvre a été décrite, il y a 40 ans, par la formule suivante de Lénine : « C'est par l'Afrique que tombera l'Europe; c'est par l'Amérique du Sud que tombera l'Amérique du Nord ».

Je tenterai, enfin, d'esquisser un moyen possible de faire face à cette stratégie d'encerclement, de débordement par le Sud, stratégie plus économique et subversive que militaire. Ce moyen pourrait, éventuellement, permettre une certaine forme de collaboration Est-Ouest au profit des continents non engagés, enjeux de la victoire ou de la défaite du capitalisme et du marxisme.

I. — L'O.T.A.N. et la stratégie de dissuasion

Au règne du bouclier (victoire de la défense sur l'attaque, solidarité des fronts continus et de la ligne de feu) en un mot à la prééminence de la résistance sur la force d'assaut qui caractérisa presque toute la première guerre mondiale (1914-1918) a succédé celui de l'épée (rupture des dispositifs et des fronts de défense, exploitation stratégique de la percée) avec la guerre de 1940-1945.

C'est en 1917 que s'est effectué le retournement du binôme bouclier-épée où la défensive l'emportait sur l'offensive. Pour la première fois, à cette date, les Anglais se servent en masse, lors de la bataille de Cambrai, d'un élément nouveau : le char. Ce sont les Français qui l'ont inventé. Le général Estienne, Fuller, Liddel-Hart, Martel ont mis en lumière les avantages incomparables de cette arme nouvelle. Redonnant sa mobilité au champ de bataille, le char restitue à l'art militaire ce qui concerne son essence même : le mouvement, la surprise et ces manœuvres audacieuses qui permettent une exploitation féconde de la percée. Cette percée, Foch la réalise lors de la dernière offensive précédant l'Armistice, à l'automne de 1918. L'armée allemande s'effondre.

Mais, à peine apprise, voici que la leçon est oubliée. Par traditionalisme, par paresse d'esprit, les Etats-Majors, tant français qu'allemand, de-

meurent influencés par la théorie, dépassée, du front fixe, linéaire et continu.

Au printemps de 1934, cependant, le Commandant de Gaulle publie son livre : « Vers l'Armée de métier ». Il condamne le conformisme de l'Etat-Major qui se fige dans les conceptions en vigueur à la fin de la dernière guerre. Il s'élève contre l'idée du front fixe et continu. Il associe le Régime français, que la faiblesse du Pouvoir et les discordes politiques condamnent à la stagnation, avec un système aussi statique que lui.

Le Commandant de Gaulle décrit les effets foudroyants du « bélier stratégique ». Il montre la mise en place, effectuée à l'improviste, en une seule nuit, grâce à la motorisation. Il dépeint les attaques déclenchant 3.000 chars, disposés sur plusieurs échelons, rejoints au fur et à mesure de leur avance par des unités d'infanterie portée et progressant sur une profondeur de 50 km au cours d'une seule journée de bataille.

Ces vastes perspectives qui, six ans plus tard, seraient réalité, mais contre la France et l'Europe occidentale, par suite de l'incompréhension et du statisme de nos Généraux, il avait fallu du temps pour que l'Etat-Major allemand en comprît la portée et l'exploitation pour la percée et la rupture des fronts. Mais, sous l'impulsion du nouveau maître du III^e Reich, l'arme blindée va faire de gigantesques progrès. Six mois après l'établissement du service obligatoire, trois divisions blindées sont créées, tandis qu'un effort considérable est entrepris pour aiguiser l'épée par la création d'une aviation puissante qui agira comme une force de rupture en étroite coordination avec les chars et l'infanterie.

Mais, après les victoires du début, ce furent les défaites mortelles que la stratégie de mouvement aviation-char des Puissances anglo-saxonnes infligèrent aux forces allemandes à partir de 1943.

En 1945, un fait nouveau, d'immense portée, est mis par l'énergie atomique au service de la stratégie. Cet événement (dans lequel, nous, Européens, sommes intervenus par les découvertes de nos savants) est le résultat de l'échec d'un plan exclusivement extra-européen, le plan Baruch-Lilienthal qui, préparé à Washington, est rejeté à Moscou. Des deux géants extra-européens, les Etats-Unis et la Russie, le second considère incompatible avec sa souveraineté, d'une part, le contrôle des armements atomiques, prévu

par le plan, d'autre part, le secret de fabrication que ce plan sauvegardait au profit des Etats-Unis. Ce rejet est le signal de la guerre froide. Seuls en possession de l'arme nucléaire jusqu'en 1949, les Etats-Unis assurent à leur système militaire un caractère de plus en plus aéronaval, comportant l'établissement d'une chaîne mondiale de bases, permettant de riposter à une agression et de choisir l'endroit de cette riposte.

Mais, la possession exclusive de la bombe jusqu'en 1949 et la détention des bases aéronavales américaines n'ont pas mis obstacle, pendant la période 1945-1949, à la soviétisation de l'Europe orientale, à la guerre civile en Grèce, au blocus de Berlin et à la victoire communiste en Chine. En possession de l'arme nucléaire, les Etats-Unis étaient sans doute en mesure d'empêcher le pire de la part de Moscou. Cependant, dépourvus de forces classiques, trop hâtivement démobilisées, ils n'ont pu imposer leur volonté à l'U.R.S.S.

Après la perte du monopole atomique américain, s'ouvre en 1950, la seconde phase de la guerre froide, avec l'agression nord-coréenne, première guerre chaude depuis 1945.

L'Occident prend conscience de la nécessité d'un bouclier terrestre. Avec la création de l'O.T.A.N., il commence à l'organiser en vue de faire de ce bouclier, le complément nécessaire de la lance qu'animent certes les bombardiers atomiques américains mais auxquels s'opposent, désormais, des bombardiers atomiques soviétiques.

Les effectifs des troupes classiques de l'O.T.A.N., d'abord fixés à 100 divisions, furent successivement abaissés à 50 (Conférence de Lisbonne : février 1952), puis à moins du tiers de ce chiffre, en 1954.

C'est, en effet, pour limiter un effort financièrement écrasant que de 1948 à 1952 les partenaires du Traité de Bruxelles, puis l'O.T.A.N., durent ramener leurs programmes de 100 divisions d'active, capables avec les réserves, d'arrêter, sans recours à l'arme atomique, une attaque générale des forces classiques soviétiques, à 50 divisions d'active, capables d'arrêter une attaque réalisée avec les seules divisions soviétiques stationnées en dehors des frontières de l'Union. A partir de 1957, en présence de l'impossibilité de réaliser cet effectif cependant très limité et de dépasser un maximum d'une vingtaine de divisions de première ligne (non compris la contri-

bution allemande, encore non chiffrée), une profonde modification de la stratégie de l'O.T.A.N. est intervenue. Les 20 divisions rassemblées bénéficièrent progressivement, avec la dotation d'armes atomiques miniaturisées, d'une puissance de feu, et par conséquent d'arrêt, sans exemple. Des projectiles d'artillerie moins lourds, puis des fusées portant à quelques centaines de kilomètres font leur apparition. Il en est résulté une énorme extension de la zone de destruction. En même temps, les forces militaires des divers pays de l'O.T.A.N. éparpillent leurs effectifs pour s'adapter aux armes nouvelles.

On s'achemine ainsi vers le retour à la primauté de la défensive sur l'offensive. En effet, la stratégie, sur le front principal d'Europe, dispose de deux éléments fondamentaux : d'une part, les forces de représailles (Strategic Air Command) et les missiles à moyen (3.000 km) et long (10.000) rayon d'action. D'autre part, les forces du bouclier, allégées et découpées en brigades autonomes, munies d'artillerie atomique.

Ainsi, le binôme bouclier-épée apparaît-il aujourd'hui équilibré. Si le bouclier est capable, par la puissance de feu et les terrifiants effets des armes atomiques tactiques, de clouer au sol l'assaillant, de leur côté, la lance ou l'épée, avec les fusées à long rayon d'action et les forces de représailles et les forces de représailles stratégiques, peuvent infliger, à partir des bases américaines ou en haute mer, des destructions inacceptables à l'agresseur. Elles l'empêchent ainsi de déclencher, de propos délibéré, une guerre générale. Cependant, le danger demeure d'un conflit localisé ou limité comme suite à un accident ou à une erreur de jugement de l'agresseur. Les forces du bouclier répondent à ce danger. Elles sont destinées à obliger le perturbateur à l'arrêt ou à la rupture du développement de son opération offensive. Une sorte de pause lui sera imposée pendant laquelle il devra peser les conséquences de son attaque et prendre la décision fondamentale de faire la guerre ou de ne pas la faire en calculant tout le prix d'une décision positive, c'est-à-dire le déclenchement d'un conflit généralisé d'anéantissement réciproque. Si, par contre, l'enjeu du conflit est limité, l'assaillant, n'ayant aucun intérêt à mettre en jeu de gros moyens, n'a plus de raison de l'emporter. Le recours à la force, dès lors, n'est plus payant pour lui. Ce recours devient un non-sens, puisque stérile.

La combinaison de l'épée et du bouclier constitue avec et par l'O.T.A.N. une efficace stratégie moderne pour le découragement de l'agression. En opposant la force à la force, le bouclier joue à ce titre un rôle essentiel. Il oblige l'agresseur à calculer ses risques. Le violateur de la paix doit choisir entre risquer tout et ne rien tenter. Risquer tout, c'est la certitude pour lui, après la première parade du bouclier, de la mise en jeu de l'épée avec anéantissement réciproque. Ne rien tenter frontalement, c'est, après l'évaluation du risque immense, le conseil de la sagesse puisqu'un conflit de grande envergure n'est plus payant.

Le classique problème de la guerre se pose donc, aujourd'hui, de manière entièrement nouvelle. Maintenant, entre l'enjeu convoité et le risque à courir pour que l'assaillant l'emporte en usant de la force, il n'y a plus de rapport équilibré. En effet, hier, la puissance de destruction était fractionnée. Elle permettait une adaptation aux causes et à la nature des différents. La guerre pouvait être une opération payante ou intelligente. Aujourd'hui, avec la bombe H et les fusées ou engins atomiques, le risque est devenu exorbitant, totalement disproportionné à quelque enjeu politique que ce soit.

Si en associant l'explosion nucléaire aux missiles balistiques à grande portée, les techniciens ont créé une arme actuellement imparable, ce n'est d'ailleurs pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, celui qui s'en servirait le premier qui devrait nécessairement l'emporter. En effet, les deux Grands en présence étant, l'un et l'autre, pourvus de l'explosif thermonucléaire associé aux missiles, l'assaillant doit, s'il veut éviter d'en subir lui-même les formidables effets, détruire d'abord tous les missiles adverses. Or, l'attaque, dans leurs silos de lancement, ou en haute mer pour les sous-marins, des engins de la Puissance assaillie, peut être rendue impossible, par l'enfouissement et la mobilité, l'agresseur potentiel ne sachant, alors, où atteindre la force de représailles adverse.

A moins d'une nouvelle discontinuité dans les conditions normales de la technique, lorsque dans quelques années les Etats-Unis disposeront d'une cinquantaine de sites de missiles protégés sous béton ou profondément enfouis sous terre, qu'ils auront équipé des sous-marins lance-engins et qu'ils disposeront de missiles transportés sur leurs réseaux ferroviaires, lorsque les instruments de leur représaille (même si ceux-ci sont numé-

riquement réduits), bénéficieront de l'enfouissage, du blindage et du mouvement, les Soviets — auraient-ils un armement dix fois plus puissant — ne disposeraient pas, pour autant, de l'instrument militaire de la victoire.

II. — La politique soviétique de contournement par le Sud des Puissances de l'O.T.A.N.

Dans le contexte actuel de la stratégie militaire, la dynamique soviétique a su substituer aux classiques procédés offensifs, des formes d'attaque entièrement nouvelles et auxquelles l'Occident ne s'est adapté qu'avec retard.

Moscou a, le premier, décelé le parti à tirer de la misère du monde sous-développé, du tiers-monde. Sa stratégie a su mobiliser cette misère contre un Occident présenté comme colonialiste et exploiteur. A défaut d'un assaut frontal devenu impossible, l'attaque latérale, l'attaque de débordement s'est déclenchée.

Avant d'examiner les moyens de faire face à cette nouvelle forme de guerre, examinons le milieu dans lequel elle se développe.

Il y a près de deux milliards d'hommes dans les pays sous-développés, dont environ 1,2 milliard en dehors de la sphère communiste et plus de 200 millions en Afrique. La plupart de ces hommes vivent, comme leurs ancêtres, une existence misérable, sous-alimentés, affaiblis par la maladie et souvent sans emploi, avec une perspective de vie de 30 à 50 ans selon les pays, tandis qu'elle est en moyenne de 70 ans pour les Européens. Le revenu de la plupart d'entre eux, y compris ce qu'ils produisent eux-mêmes pour leur propre consommation, est de 50 à 100 dollars par personne et par an : moins du dixième des 900 dollars dont bénéficient en moyenne les Européens. La population des continents sous-développés augmente à une allure exceptionnellement rapide. De ce fait, le revenu par tête est en régression, l'augmentation trop rapide de la démographie dépassant les faibles possibilités annuelles d'investissement.

Ces graves déséquilibres dans un monde dont toutes les parties dépendent de plus en plus les unes des autres, créent une situation explosive. Notre civilisation, qui repose sur le respect de l'homme, doit s'attaquer à ce grave problème et apporter aux pays sous-développés, notamment

africains, un concours à la mesure des risques encourus par l'humanité entière.

Le changement décisif qui s'impose aujourd'hui pour les pays sous-développés d'Afrique c'est de rompre l'actuel équilibre dans la stagnation en réalisant une première élévation du niveau de vie individuel. Une augmentation, en moyenne d'un quart, des revenus par tête des pays sous-développés, d'ici dix ans, paraît suffisante aux planificateurs optimistes. Pour ce faire un apport annuel extérieur de 7,5 milliards de dollars environ est nécessaire.

Non compris l'aide soviétique, les pays évolués font aujourd'hui, en investissements publics et privés, un effort annuel qui se situe autour de 4 milliards de dollars. Il faudrait donc réunir environ 4,5 milliards de dollars supplémentaires.

Cependant, d'autres économistes se montrent plus exigeants quant à l'importance de l'effort financier nécessaire de la part des pays évolués. Ils se basent à cet effet sur les données suivantes :

Les pays sous-développés comptent 1.640 millions d'habitants. Ils en auront, d'après les prévisions, 2.660 en 1975 et près de 5 milliards en l'an 2000. En regard, les pays industrialisés, y compris l'U.R.S.S., contiennent 860 millions d'hommes et leur population sera de 1,5 milliard en l'an 2000. Or, les pays sous-développés, qui représentent 65 % de la population mondiale, ne disposent que de 20 % des revenus, et à mesure que leur population augmente, ce pourcentage ne peut que diminuer. C'est donc à un chiffre double ou triple de celui de 7 à 8 milliards, soit 14 à 24 milliards de dollars, que, pour les économistes pessimistes, soucieux d'éviter une situation de plus en plus explosive entre évolués industriels et sous-développés agricoles ou producteurs de matières brutes, devrait être évaluée l'importance des investissements publics et privés à consentir par les premiers aux seconds.

Les statistiques de l'O.N.U. et du G.A.T.T. font ressortir que sur un peu plus de 4 milliards de dollars d'investissements actuellement réalisés par les pays évolués en faveur des pays sous-développés, la France assume, à elle seule, plus du quart de l'effort d'investissement du monde occidental dans les pays sous-développés (et plus de la moitié de l'effort américain — 800 millions contre 1 milliard et demi).

D'autre part, la France, avec la Belgique, finance la totalité des dépenses publiques d'équipement des six pays du Marché Commun dans les pays d'outre-mer.

A une assistance économique et sociale absolument insuffisante et inadéquate apportée par l'Occident (sauf par la France dans sa zone africaine) au tiers-monde, répond une totale absence de coordination politique en Asie et en Afrique.

Ce qui est grave, ce n'est pas tellement l'adoption par les Soviétiques d'une stratégie de contournement par le Sud, c'est l'attitude de l'Occident en présence de cette forme d'attaque. La stratégie russe ne trouve-t-elle pas outre-Méditerranée les politiques occidentales plus antagonistes les unes contre les autres, ou en état de concurrence latente, que dressées contre Moscou? Il n'y a pas en Afrique, hélas, de politique commune de l'Alliance.

Cette absence de politique commune ne contraint-elle pas chacun des Etats ayant des intérêts spéciaux en Afrique, à faire face aux responsabilités leur incombant en propre par leurs seuls moyens?

Cette absence de concordance dans les politiques, de soutien stratégique entre Puissances européennes à intérêts spéciaux en Afrique et les Etats-Unis, ne fournit-elle pas enfin la meilleure des justifications au débordement par le Sud, par les Soviétiques, du barrage défensif en Europe?

Déjà, l'action des pays de l'Est a réussi à placer la principale région productrice de carburant indispensable à la conduite de la guerre en Europe (le Moyen-Orient) sous leur influence. Sans être encore complètement dominée par le communisme la situation politique du Proche-Orient fait peser sur cette source de ravitaillement une grande incertitude.

Considérant déjà cette zone comme perdue pour l'Occident, Moscou et Pékin se tournent maintenant, suivant le plan de Lénine, vers l'Afrique dont ils mesurent parfaitement l'importance stratégique fondamentale. Il s'agit, avant une entreprise ultérieure de subversion en Amérique du Sud, d'isoler l'Europe, d'une part, les Etats-Unis d'autre part, afin de les mieux encercler. Le plan est alors, sans guerre, avec l'appui de la subversion et des partis communistes, d'amener progressivement Etats-Unis et Europe à un état

grandissant de paralysie, prélude à la capitulation de leurs Gouvernements.

Chacun sait que l'Afrique est en pleine évolution. Pour Moscou comme pour Pékin, il s'agit tout d'abord de tenter d'interdire aux Occidentaux l'utilisation des ressources économiques africaines et surtout d'y exercer une orientation politique et sociale décisive par l'envoi de techniciens-propagandistes, l'achat des récoltes et l'exécution de grands travaux. Moscou compte, à cet égard, sur la nouvelle classe gravitant autour des centres industriels et commerciaux, coupée des vieilles traditions africaines et ouverte à leur influence.

Les avantages de Moscou et de Pékin en Afrique sont importants. Tout d'abord, ces deux capitales n'ont pas comme nous, à faire oublier à l'Afrique un passé quelconque de conquêtes coloniales. Leurs offres de soutien et d'aide apparaissent désintéressées.

Encore tout récemment, et même actuellement pour Pékin, pays sous-développé, les deux Puissances de l'Est et avant tout Moscou, sont devenues des Puissances industrielles de premier plan : modèles et symboles pour les Etats africains. L'U.R.S.S. surtout a multiplié depuis quelques années les sources d'information sur les problèmes du continent noir. Cinq ou six Instituts ou Universités s'intéressant à l'Afrique, fonctionnent à Moscou. De nombreux ouvrages scientifiques de premier ordre y sont publiés sur le continent noir.

Parallèlement, se poursuit la formation professionnelle et idéologique des Africains (voyages et contacts, congrès et conférences, propagande radiophonique et des missions diplomatiques, organisations des syndicats, etc.).

A l'action soviéto-chinoise se joint celle du Panarabisme qui s'étend de plus en plus loin vers le Sud et celle du Panafricanisme.

L'un et l'autre s'exercent sur les nouveaux Etats indépendants.

Examinons rapidement la situation dans les grandes zones géographiques africaines.

L'Algérie et le Sahara français représentent pour l'Occident un atout important.

Contrairement à l'Europe, très vulnérable à une attaque terrestre ou nucléaire, en raison de l'exiguïté de son territoire et de l'absence d'ob-

stacles valables, l'Algérie-Sahara est protégé par la mer contre une attaque terrestre. Actuellement, l'Ouest conserve, par la présence française, le contrôle de la rive Sud de la Méditerranée, par Bizerte et Mers-el-Kebir.

A ces avantages, l'Algérie-Sahara joint maintenant, du fait de l'effort français de prospection, de recherches et d'équipement, des réserves incomparables de carburant (pétrole et gaz).

Ainsi, la présence française en Algérie-Sahara est-elle de nature à assurer à l'Europe le relais essentiel avec 50 millions de tonnes de pétrole en 1965, en attendant que l'énergie atomique, totalement domestiquée, ait pu remplacer le combustible liquide aujourd'hui indispensable.

Demain, le Plan de Constantine va permettre de pousser l'industrialisation de régions aujourd'hui primitives.

Sur le plan politique, économique et social, le bilan de la France en Algérie est donc largement positif et le comportement français, d'Oran à Constantine, manifeste, d'une année sur l'autre, la volonté toujours plus affirmée d'affranchir les populations musulmanes de la double servitude de la terreur et de la faim en même temps qu'un éloignement irréversible à l'encontre des survivances de l'ère coloniale : la politique française en Algérie sort de l'épreuve de vérité purifiée et enrichie. Jusqu'à la mi-septembre de l'année dernière, la construction d'une Algérie nouvelle apparaissait seulement comme une riposte dirigée contre un adversaire nommément désigné dans un contexte de guerre révolutionnaire. Depuis le 16 septembre, l'œuvre d'émancipation entreprise par la France sur le territoire algérien débouche sur la possibilité concrète, pour chaque Algérien, de ratifier les choix faits en son nom et ceci par la manifestation d'une détermination politique autonome. Ce droit est devenu depuis le 16 septembre 1959 partie intégrante du combat français en Algérie. Il confère à celui-ci une signification nouvelle et une portée qui devraient dissiper les réticences des uns, apaiser les inquiétudes des autres.

Examinons maintenant la situation politique en Afrique Noire, du côté de l'Atlantique comme du côté de l'Océan Indien. A l'Ouest, le long de l'Atlantique, jetons un regard sur la Communauté franco-africaine, voisine immédiate du Congo belge. Après quelques années d'application de la

loi-cadre française, la Communauté franco-africaine, sous l'impulsion personnelle du Général de Gaulle, en a amplifié les effets. Avec leurs nouvelles structures, ses territoires font l'apprentissage de la responsabilité directe et, pour certains déjà, de la responsabilité internationale.

Dans l'ensemble, la Communauté franco-africaine est une construction originale, basée sur une véritable affection des chefs et des populations pour la France qui, depuis 25 ans, les a formés à sa culture et enrichis de ses investissements publics et privés.

En Afrique orientale, au contraire, des Somalies à l'Union Sud-Africaine, nous touchons au lieu d'élection choisi par l'action subversive. Les effets de cette action subversive ont été mûris depuis cinq ans en Proche-Orient, après une longue préparation antérieure. Les remous constatés au Soudan et en Somalie, en Ouganda, au Kenya, au Tanganyika, à Zanzibar, dans les Rhodésies, la récente révolte du Nyassaland, ne sont-ils pas les premiers symptômes de la mise en place par Moscou et Pékin de l'appareil subversif ?

Sur 4.000 km de côtes de l'Afrique orientale, de Port-Soudan à Durban, le paravent nationaliste arabe ou arabo-hindou prépare un chaos sur lequel la subversion se promet d'agir.

Dans une position stratégique essentielle à l'Est comme à l'Ouest du continent, le Congo belge communique directement avec les Rhodésies au Sud-Est, avec le Tanganyika et l'Ouganda à l'Est et au Nord-Est, c'est-à-dire avec les zones géographiques les plus directement visées par la propagande islamo-nassérienne et soviéto-chinoise.

En Afrique française comme en Afrique belge, souhaitons que les deux Communautés ou Associations, déjà née ou à naître, soient, contre la subversion, des centres de rayonnement d'où s'étendra une culture franco-africaine et belgo-africaine originale, meilleur moyen d'« amarrer » à l'Occident des populations et des territoires qui sont pour l'Est des enjeux.

Mais, pour lutter contre l'insidieuse pénétration marxiste, il faudrait en Afrique un ensemble de mesures militaires, économiques, sociales et politiques.

Une organisation collective occidentale serait finalement l'ultime moyen pour que l'adversaire

renonce à sa pénétration. Mais actuellement, nous sommes trop loin de compte et l'absence de solidarité politique autant que d'interdépendance du Nord, du Centre et du Sud du Continent, est trop nette. A défaut de pouvoir agir sur la structure politique, c'est essentiellement sur le plan économique et social que quelque chose doit être fait.

La mise en valeur raisonnée de l'Afrique est commencée. Elle doit se poursuivre et engendrer une augmentation du niveau de vie pour les populations locales.

III. — Moyen possible, par une collaboration Est-Ouest, de faire face à la stratégie d'encerclement de l'Occident par les pays de l'Est.

Que demandent les pays à économie en voie de développement et, notamment, les Etats africains indépendants ?

Essentiellement, quatre types d'aide :

1° Accroissement de l'aide financière, non sous forme de dons mais bien de crédits avec augmentation des délais de remboursement et abaissement des taux d'intérêt.

2° Stabilisation et valorisation des recettes d'exportation (« Nous voulons commercer et non être aidés »).

3° Accroissement des ventes de matières premières avec création d'un rapport équitable entre prix des produits fabriqués importés et prix des matières premières ou agricoles exportées.

4° Fonctionnement, non d'une aide bilatérale considérée comme le reflet du colonialisme, mais d'une aide dans un *cadre multilatéral*.

A la veille de la Conférence au sommet, le devoir de l'Occident n'est-il pas de tenter, par une action commune du monde capitaliste et communiste, unis pour la circonstance, de provoquer dans la guerre froide une trêve dont le tiers-monde serait le vrai bénéficiaire et qui arrêterait la lutte mortelle d'influence des deux blocs, notamment en Afrique ?

Dépolitiser l'aide aux économies en voie de développement isolerait l'assistance économique et sociale de tout contexte militaire et, par conséquent, des livraisons d'armes.

Sur cette base, il serait possible de concevoir une sorte de répartition géographique. La Grande Bretagne pourrait, avec un concours américain

important, envisager de transformer les pays sous-développés de la zone sterling, c'est-à-dire l'Inde et le Pakistan au premier chef. Moscou continuerait d'aider essentiellement ses clients extra-européens tandis que Washington serait responsable de la plus grande partie de l'aide à l'Amérique du Sud et d'un concours substantiel à la zone sterling sous-développée, ainsi qu'à la Corée du Sud et au Vietnam. L'Europe des Six développerait la zone du franc français et du franc belge, c'est-à-dire les pourtours Sud de la Méditerranée, l'Afrique Noire et, par extension, le bassin méditerranéen lui-même avec une frange de pays arabes.

C'est à l'Europe, de « Land's End » à l'Oural qu'il appartient de prendre, avec les Etats-Unis et le Canada, également peuplés par les Blancs, l'initiative de tirer les Noirs, les Arabes et les Jaunes de l'ornière. Cette œuvre grandiose devrait se faire en dehors et au dessus des rivalités politiques par l'association des nations industrialisées, décidées à éliminer, dans ce domaine, la guerre froide et à conclure sur ce point une sorte d'armistice.

Sur le plan pratique, la réalisation en commun d'un ou plusieurs grands ouvrages traduirait, aux yeux du monde, la volonté des Puissances évoluées de mettre un terme, du moins dans le domaine de l'aide internationale, à leurs rivalités. L'annonce de la mise en œuvre de grands travaux Est-Ouest ne pourrait évidemment intervenir que dans les régions géographiques, situées en dehors des zones d'influence de Moscou d'une part, des Puissances occidentales d'autre part. Si, seul, le territoire des pays non engagés pouvait être choisi pour tenir compte de ce critère, l'aménagement de la vallée du Nil dans sa partie égyptienne, soudanaise et éthiopienne, ou celui de la vallée de l'Indus, ou encore du Mékong, fournirait de bons exemples de grands travaux à entreprendre.

Cependant, je l'ai indiqué tout à l'heure, l'importance en dollars des crédits nécessaires pour l'aide est énorme. Il paraît évident que les moyens suffisants ne peuvent être puisés que là où existent de grandes réserves. Or, de telles réserves ne se trouvent que dans les crédits militaires des grandes puissances (60 milliards de dollars pour l'ensemble des dépenses militaires des Etats membres de l'O.T.A.N.). Elles n'existent pas

ailleurs. Ces crédits pourraient être dérivés vers d'autres emplois sans compromettre les économies nationales. Naturellement, il ne s'agit pas de procéder à des virements en numéraire mais de faire travailler pour l'aide internationale les diverses industries nationales qui œuvraient précédemment pour la sécurité.

Ces virements de crédits, qui seraient d'ailleurs progressifs, offrent l'avantage d'apporter une *solution* — et la seule possible — *au problème du désarmement*. Ainsi serait assuré à la fois de façon parfaitement automatique le contrôle et la sanction des réductions contractuelles, de désarmement par hypothèse, décidées.

Il est, en effet, impossible à une grande Puissance d'opérer un camouflage budgétaire d'une fraction importante de ses dépenses militaires. Il n'y a également nulle difficulté à établir une nomenclature commune et des indices de classification, voire de ventilation (notamment en raison des dépenses susceptibles d'utilisation à la fois militaire et civile, telles que les recherches atomiques). L'expérience a d'ailleurs été faite conjointement sur le budget soviétique et sur le budget américain. L'accord chiffré à intervenir serait à établir au départ sur les données résultant des états budgétaires actuels, de telle sorte qu'aucun des participants ne puisse procéder à un truquage tardif, naïf et aisément décelable.

De toutes manières, le monde doit utiliser la pause que la stratégie militaire de suicide mutuel actuel lui assure. Il doit, pendant cette pause, faire progressivement disparaître, par une politique adéquate, la situation explosive actuelle, chaque année aggravée, dans les rapports des continents non engagés et sous-développés avec le monde capitaliste. Si l'affrontement de celui-ci et de l'univers communiste s'amplifie en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, en vue d'une main mise économique et sociale, le communisme disposerait pour cette politique de contournement par l'Afrique du bastion Europe, et par l'Amérique du Sud, des Etats-Unis et du Canada, d'une forme d'économie mieux adaptée que la nôtre à la métamorphose industrielle dans les pays retardés.

Le régime de l'économie collective a, en effet, l'avantage d'assurer un des plus forts pourcentages possibles de prélèvement sur la production pour l'investissement, une planification autoritaire

des investissements ainsi financés, une acceptation plus aisée, de la part du salarié, des limitations de la consommation en raison de la disparition des profits, et si le salarié hésite ou s'y refuse, le recours à des contraintes vigoureuses. En contrepartie de ces avantages indéniables, le régime communiste ne fait que faiblement peser sur les pays sous-développés les inconvénients qu'il comporte par lui-même, et qui nous le rendent si redoutable : privation des libertés politiques pour des populations qui ne les ont jamais connues ou qui sont peu capables d'en faire usage, non utilisation des ressources de l'initiative privée chez des êtres humains qui n'ayant pas atteint le « seuil de modernité » (150 Frs de revenu individuel par jour), n'ont pas acquis les réflexes normaux du producteur et de l'épargnant.

La chance de l'Occident réside dans le fait que, malgré tous ces avantages, l'U.R.S.S. est une puissance de race blanche et qu'elle figure maintenant au premier rang des Etats riches et nantis, qu'elle est scientifiquement même à la pointe du progrès. Son concurrent communiste potentiel, la Chine, qui dispose à l'égard des continents sous-développés, notamment en Asie et en Afrique, des atouts du régime marxiste et de la planification, est, psychologiquement et techniquement, beaucoup plus proche des populations sous-développées que son voisin et concurrent soviétique.

Demain, le système socialiste édifié et l'industrialisation d'un milliard d'hommes réalisée, la propagande et l'action chinoise en Asie et en Afrique menaceront, puis déborderont, la propagande et l'action soviétiques.

Dès lors, le Kremlin peut avoir intérêt à faire cesser un affrontement Est-Ouest, en Afrique et en Asie, affrontement qui, avant deux décennies, serait aussi préjudiciable à Moscou qu'à Washington, en favorisant essentiellement Pékin.

C'est pourquoi, alors qu'il en est encore temps, que la Chine, sous-développée elle-même, est tout entière, comme l'U.R.S.S. en 1930, tournée vers sa propre reconstruction, les Puissances industrialisées blanches de l'Est et de l'Ouest peuvent et doivent, dans un commun effort salvateur, dépassant leurs querelles, s'unir pour qu'au lieu de constituer le principal terrain de bataille, le tiers-monde fournisse le lieu essentiel de leur rencontre!